



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-83230>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **24-83230**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Ville de Paris - Direction de la voirie et des déplacements (DVD) - 121 avenue de France

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 21750001600019

Ville : Paris Cedex 13

Code postal : 75639

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 75

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : <https://marches.maximilien.fr>

Identifiant interne de la consultation : 2401292

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : DFA-SDA-BMEP

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve** : Les motifs d'exclusion sont définis dans le règlement de la consultation
- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 24/09/2024 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui
L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Travaux de réparation ponctuelle des chaussées au moyen d'enrobé projeté
Code CPV principal - Descripteur principal : 45233223
Type de marché : Travaux
Description succincte du marché : Travaux de réparation ponctuelle des chaussées au moyen d'enrobé projeté
Lieu principal d'exécution du marché : Paris
Durée du marché (en mois) : 24
La consultation comporte des tranches : Non
La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non
Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non
Autres informations complémentaires : La consultation donnera lieu à la conclusion d'un accord cadre monoattributaire qui sera traité à prix unitaires à bons de commande avec un montant minimum de 400 000 euros HT et un montant maximum de 2 500 000 euros HT sur la durée de 24 mois hors reconduction. La durée du marché court à compter de la date de notification du marché au titulaire jusqu'à la plus tardive des deux dates suivantes : sa date de notification au titulaire ou le 13 janvier 2025. Le marché peut être reconduit tacitement une fois dans les mêmes termes. Le marché comporte des dispositions à caractère environnemental et social décrites à l'article 1.6 du CCAP. Par ailleurs, le titulaire du marché devra s'engager à mettre en place et/ou développer, dans le cadre de l'exécution des marchés, une démarche d'amélioration continue de la qualité de leurs pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité. Avant la conclusion du contrat, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé précontractuel dans les conditions des articles L.551-1 et s. du code de justice administrative. À compter de sa signature, la présente consultation peut faire l'objet d'un référé contractuel dans les conditions des articles L.551-13 et s. du code de justice administrative. Le tribunal administratif peut en outre être saisi d'un recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans des conditions définies par le Conseil d'état dans sa décision département de Tarn-Et-Garonne du 04.04.2014 (N° 358994). Les renseignements sur l'introduction de recours peuvent être obtenus auprès du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 4, Tél : 0144594400, courriel : greffe.taparis@juradm.fr

Date d'envoi du présent avis à la publication : 15/07/2024